

La pilule au chevet du Sénégal

La ministre de la santé sénégalaise veut accroître le nombre de femmes recourant à la contraception, convaincue qu'il s'agit d'un enjeu de développement

A Pikine, en banlieue de Dakar, le goudron s'arrête aux frontières des grandes rues commerçantes. Loin de l'effervescence du grand marché, les ruelles sont de sable et de poussière. Ici et là, des gravats et des montagnes de parpaings, issus de chantiers jamais achevés. A l'abri des murs lézardés, des maisons disparates ont été construites au fil des années : une succession de cours où le linge bat au vent, entourées de petites pièces aux murs crème. Dès le matin, la rue appartient aux enfants, terrain de jeu jusqu'à l'école pour les grands, garderie improvisée pour les petits.

Dans ce quartier populaire, avoir une famille nombreuse (cinq enfants en moyenne) fait partie de la tradition, tout comme la polygamie – le pays est à 90 % musulman. Mais de plus en plus de femmes le vivent comme un fardeau. « J'ai sept enfants, âgés de 8 à 30 ans, mais pas les moyens de les éduquer comme je le voudrais : ils dorment dans la même pièce, n'ont jamais eu de beaux habits », soupire Khadija Dramé. A 49 ans, drapée dans une élégante robe aux motifs africains et un châle orange, elle se débrouille comme elle peut pour joindre les deux bouts. « Mon mari a trois épouses et quatorze enfants qu'il se soucie peu d'élever ! », explique-t-elle en colère. Il y a quelques années, elle a commencé à utiliser une contraception, en cachette par peur du qu'en-dira-t-on.

« LES GARÇONS, CELA VOUS CONCERNE »

Depuis, le sujet s'est imposé sur la place publique, et la charismatique ministre de la santé du Sénégal, Awa Marie Coll-Seck, en a fait l'une de ses priorités. Son ambition est d'accroître de 20 % à 40 % le nombre de femmes ayant recours à la contraception d'ici à 2020. Pour elle, pas de doute : une démographie bien maîtrisée représente un levier de développement puissant. Selon les dernières statistiques de la Banque mondiale, 5 % des enfants sénégalais de moins de 5 ans meurent avant l'âge de 5 ans, et 12 % souffrent de malnutrition. Environ 20 % d'entre eux ne mettent jamais les pieds à l'école primaire. « Le Sénégal est un pays encore pauvre : nous n'avons pas les moyens de bien les nourrir, les soigner, les éduquer », se désole la ministre.

L'enjeu est aussi d'émanciper les femmes et d'accroître la richesse du pays. Selon une étude publiée en 2015 par l'université de

Thiès, le travail domestique non rémunéré représenterait 30 % du PIB sénégalais. « Nous évaluons à 11 % du PIB le temps consacré aux enfants, à 4,7 % le temps réservé à la cuisine et à 4,3 %, le fait d'aller faire des courses pour la famille », précise Latif Dramani, l'auteur. « Entre 20 et 35 ans, les femmes y passent en moyenne 7 heures par jour, ce qui leur laisse peu de temps pour travailler ou étudier. Les hommes, qui n'y consacrent que 30 minutes, se comportent comme des pachas », déplore l'économiste.

Pour faire évoluer cet « équilibre », Awa Marie Coll-Seck compte étendre à l'ensemble du pays une expérience menée à Pikine et dans sept autres villes du Sénégal entre 2010 et 2015. Fondée sur une campagne de communication inédite, elle a permis de faire passer de 25 % à 40 % le nombre de femmes utilisant un moyen de contraception « moderne » (pilule, injections, implant ou stérilet).

Pilotée par l'ONG américaine IntraHealth et financée à hauteur de 15 millions de dollars par la Fondation Gates, l'initiative est portée sur le terrain par les *badienou gokh*, les « marraines de quartier ». Khadija Dramé est l'une d'elles. Cet après-midi de mars, elle rend visite à Fatou Geye, et à ses deux filles Adja, jeune mariée, et Dieynaba, maman d'une petite Maimouna de 4 mois. La réunion se tient dans un minuscule salon, au sol recouvert de bouts de moquette dépareillés, et meublé de deux gigantesques canapés en velours.

Fatou a enchaîné onze grossesses et perdu deux bébés avant de commencer à prendre la pilule. « Cela a changé ma vie. J'ai du temps pour ma famille et je peux enfin travailler : je vends des petits-déjeuners sur le marché », explique-t-elle avec fierté. De son côté, Dieynaba rêve de travailler dans une boutique de vêtements. « Pour cette raison, je n'envisage pas d'avoir un second enfant avant trois ou quatre ans », indique cette jeune femme de 25 ans. Assise par terre, Khadija Dramé ouvre sa petite mallette pour lui présenter différentes options de contraception, toutes disponibles au centre de santé local.

Un jeune homme passe soudain la tête dans la pièce. « Venez, les garçons ! Cela vous concerne aussi », encourage Fatou-Hane, la doyenne des sages-femmes du quartier, qui assiste aussi à la réunion. Installée à Pikine depuis douze ans, elle sait combien il im-

porte de créer un consensus familial autour de la contraception. « La femme n'est pas complètement autonome : la belle-mère, la belle-sœur ont souvent leur mot à dire », insiste-t-elle. La position des imams sur la question est aussi déterminante. « Les précédentes campagnes en faveur de la contraception ont échoué car nous ne les avons pas suffisamment impliqués », souligne-t-elle.

Pour les faire changer d'avis, quelques religieux avant-gardistes ont pioché dans le Coran et les hadiths (les recueils des paroles du prophète Mahomet) des arguments en faveur de « l'espacement des naissances ». « Avoir des enfants sans pouvoir les nourrir ou mettre en danger la vie d'une femme en lui im-

posant des grossesses trop rapprochées et trop nombreuses est contraire à l'islam », explique l'imam Fall, qui coordonne le réseau Islam et Population. A 32 ans, ce pro de la com', en robe bleu ciel brodée d'or et Ray-Ban noires, est l'une des figures emblématiques du quartier.

Ce jeudi de mars, autour d'une table recouverte d'un wax (un tissu en coton traditionnel), les imams écoutent attentivement ses conseils sur les méthodes « naturelles » décrites dans les textes religieux. Certains sont sceptiques, comme cet imam en boubou gris, qui s'interroge sur l'objectif ultime de cette « politique encouragée par les Occidentaux ». Mais la plupart sont convaincus par « l'argumentaire islamique ». L'imam Mourtada, qui officie dans une mosquée encore en construction, a ainsi fait de la santé des femmes et des enfants un thème récurrent de ses prêches. « C'est plus diplomatique que d'aborder d'emblée l'espacement des naissances », confie-t-il dans la cour de l'édifice encombrée d'outils et de sacs de ciment. « J'encourage les hommes qui viennent me demander conseil à accompagner leur épouse lors des consultations avec la sage-femme. Le message passe peu à peu. »

Tout l'enjeu maintenant est de passer de l'échelle du quartier à celle du pays. « A partir de cette expérience, nous avons proposé au ministère de la santé un "package" qui comprend les mesures les plus efficaces et les plus répliquables », souligne Thierno Souleymane Anne. « L'idée est ensuite de s'appuyer sur les ressources locales pour les adapter. » En cas de succès, l'initiative pourrait être étendue aux pays voisins : la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso ou encore le Niger. ■

CHLOÉ HECKETSWEILER

Démographie : les bons calculs de la Fondation Gates

C'EST L'UNE DES VOIX qui comptent le plus quand on parle du financement de l'aide au développement. Avec 4,2 milliards de dollars (environ 3,7 milliards d'euros) investis en 2015 et plus de 36 milliards de dollars depuis sa création en 2000, la Fondation Gates est le premier bailleur de fonds privé des ONG.

Son fondateur, Bill Gates, est l'un des invités des traditionnelles réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) qui se tiennent à Washington jusqu'au dimanche 17 avril. Plusieurs thèmes portés par son organisation y sont à l'ordre du jour : l'accès des femmes au marché du travail, l'investissement dans la petite enfance ou encore la scolarisation des petites filles.

Très engagée dans la promotion de la vaccination ou la lutte contre les grandes épidémies (paludisme, VIH, tuberculose), la fondation a diversifié depuis quelques années ses centres d'intérêt, s'intéressant notamment à la contraception. *« Donner de l'autonomie aux femmes est l'un des meilleurs moyens d'augmenter la richesse d'un pays, 1 dollar investi dans ce domaine génère 7 dollars d'économie »*, explique Melinda Gates.

En 2015, la fondation a financé à hauteur de 140 millions de dollars des programmes pour favoriser l'accès des

femmes à la contraception et elle s'est engagée à augmenter de 25 % ses investissements ces prochaines années. Chaque initiative fait l'objet d'une évaluation afin d'identifier les « modèles » répliquables à grande échelle.

« Changer la donne »

Cette approche est la marque de fabrique de la fondation, tout comme la collaboration avec le secteur privé. Avec d'autres partenaires, elle s'est ainsi alliée au laboratoire pharmaceutique Pfizer pour développer un contraceptif auto-injectable, baptisé Sayana Press. Commercialisé depuis peu dans trois pays – dont le Sénégal –, il est efficace trois mois et n'a pas besoin d'être conservé au froid. Son prix est d'environ 1 dollar. *« Dans les zones rurales, où les femmes n'ont pas toujours la possibilité de se déplacer jusqu'à un centre de santé pour recevoir une injection, cela pourrait changer la donne »*, souligne Perri Sutton, qui supervise les programmes de la fondation en Afrique francophone.

Sur le terrain, la fondation encourage aussi les partenariats public-privé avec des distributeurs locaux pour améliorer la gestion des stocks et limiter les ruptures. *« A quoi bon parcourir des kilomètres, si 80 % du temps, la pharmacie du dispensaire est vide ? »*, soupire Perri Sutton. ■

C. HR.